

Réponses du Parti socialiste au CFSI

Paris, janvier 2009.

Le Parti socialiste agit au plan européen au sein du Parti socialiste européen qui regroupe les partis travaillistes, socialistes et sociaux-démocrates des pays d'Europe, au-delà du strict cadre de l'Union européenne. Il a développé les grands principes pour ses propositions en vue des élections de juin 2009 dans un Manifeste qui sera rendu public prochainement et qui propose un nouveau sens pour l'Europe en mettant les citoyens au premier plan.

Par rapport à l'interpellation du CFSI, voilà les réponses du Parti socialiste :

Nous pensons que l'Union européenne doit repenser sa politique commerciale et agricole dans le cadre d'un développement partagé entre l'Europe et les pays du Sud. Cela rentre dans le cadre du nouveau modèle de développement que nous appelons de nos vœux. Nous voulons passer du libre échange au juste échange en imposant des normes écologiques, éthiques et sociales dans les échanges commerciaux et les politiques économiques.

Les textes internationaux ont le mérite d'exister. Il faut les appliquer et, si nécessaire, les actualiser.

Les socialistes proposent que l'Union européenne adopte des politiques de partenariat non seulement pour approfondir les relations commerciales, mais aussi pour atteindre des objectifs de développement. La législature 2009-2014 va coïncider avec le temps restant pour réaliser les OMD, à l'horizon 2015. C'est l'Afrique qui est en retard dans ce processus, par rapport à l'Asie. Les socialistes européens veulent donc concentrer leurs efforts pour aider l'Afrique à rattraper son retard. Ils proposent de mettre les objectifs internationaux au centre des politiques européennes – aide au développement, commerce ou réforme des institutions mondiales, pour y parvenir. Ils proposent de trouver de nouvelles sources de financement et de s'appuyer sur la coopération décentralisée comme outil. Ils proposent la création d'un Corps de volontaires européens humanitaires.

Les socialistes proposent que l'Europe soutienne un système commercial multilatéral qui soit orienté en faveur des pays en développement afin d'agir pour une répartition plus juste des gains de l'ouverture commerciale tout en respectant des normes environnementales plus fortes.

Les socialistes proposent de faire échec à la spéculation sur les prix des denrées alimentaires et de soutenir la sécurité alimentaire tout en travaillant à une nouvelle conception des aides et des systèmes de production agricole. Ils sont partisans de la souveraineté alimentaire. Il s'agit dans le même temps d'inciter à l'organisation des petits producteurs et des paysans pour qu'ils s'imposent comme les défenseurs de leurs droits et comme interlocuteurs dans les discussions qui associent pour le moment les gros producteurs, les organisations internationales et les Etats.

Les socialistes proposent de soutenir la production agricole pour augmenter l'offre. Mais cette production doit répondre aux impératifs de travail décent, de biodiversité et de développement durable. Ils proposent aussi de lutter contre l'instabilité des marchés et la spéculation pour encadrer les prix pour anticiper les crises, notamment les catastrophes naturelles qui peuvent affecter les récoltes.

Ils proposent que tous les accords de partenariat économiques soient au service du développement des pays et des régions concernées et qui en ont besoin.

Enfin les socialistes européens pensent que, corrigée de ses imperfections, sauvegardant l'indépendance alimentaire tout en préservant les agricultures des pays en développement, la PAC pourrait devenir un exemple de réussite d'une politique de régulation efficace répondant au défi alimentaire, alliant à la fois économie, social et environnement.